

Rapport d'activité des élu-es aux chambres fédérales 2023-2024

Le dernier rapport des élu-es date d'octobre 2023 ; c'est pourquoi celui-ci traitera de la période entre octobre 2023 et mars 2024.

Introduction

La fin d'année 2023 et le premier trimestre 2024 ont été marqués par la guerre au Proche-Orient impliquant Israël et la Palestine. La Suisse a pris une position condamnant les attaques des deux côtés et se rallie à la vision du Conseil de sécurité de l'ONU où deux États démocratiques, Israël et la Palestine, vivent côte à côte en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues.

En novembre 2023 déjà, le PSG a adopté une position engagée pour un cessez-le-feu, pour que l'aide humanitaire puisse atteindre la population et pour une paix durable. Le Congrès du PSS du 24 février 2024 a par ailleurs adopté une résolution solide confirmant l'engagement socialiste notamment pour le respect du droit international, la paix, le cessez-le-feu immédiat et la reprise du soutien financier à l'UNRWA. La députation genevoise aux Chambres fédérales a déposé diverses interventions quant à la situation à Gaza. Avec l'appui de Carlo Sommaruga, le groupe socialiste a pu rencontrer le commissaire général de l'UNRWA, Philippe Lazzarini et réaffirmer la nécessité du financement de cette organisation onusienne.

Au parlement, lors de la session d'automne 2023, les Socialistes ont dû s'opposer à plusieurs projets de révision du droit du bail qui ont pour but de faciliter les résiliations, notamment en bureaucratissant la sous-location et en facilitant la prise en compte du besoin propre du propriétaire. Les travaux ayant abouti, l'ASLOCA Suisse, sous la présidence de Carlo Sommaruga, et dont Christian Dandrès est membre du comité, a lancé et déposé le double référendum. Le PSS s'est engagé dans la collecte des signatures ce qui est à saluer.

La session d'hiver 2023 a été largement dédiée au traitement et au vote final sur le projet EFAS que les syndicats, les associations de patient-es et celles de consommateur-trices ont appelé à refuser. Le groupe parlementaire était divisé (17 oui, 15 non) sur une ligne que l'on peut résumer grossièrement ainsi : alémaniques favorables à EFAS et romands défavorables, étant précisé que les élu-es alémaniques engagé-es dans les syndicats étaient défavorable à EFAS. La délégation genevoise n'était également pas unanime (3 non et 1 abstention).

Il convient de souligner que derrière le titre « financement uniforme des prestations ambulatoires et stationnaires (EFAS) » il y a un transfert du pouvoir des cantons vers les caisses maladies, permettant ainsi aux intérêts de ces dernières de s'imposer encore plus sur la politique de soins. Sous la présidence de Christian Dandrès, le SSP a lancé, avec le soutien de l'USS, le référendum afin d'éviter une augmentation supplémentaire des primes, la perte de personnel médical, tout comme l'octroi d'un pouvoir bien trop grand aux assurances maladies.

En ce début d'année 2024, les élu-es fédérales et fédéraux ont mené une campagne en faveur de la 13e rente AVS, votation ayant eu lieu le 3 mars dernier. Le résultat extraordinaire d'une double majorité confortable a dépassé tous les espoirs.

Lors de la toute récente session de printemps 2024, à l'occasion de la session extraordinaire sur la pauvreté demandée par le groupe socialiste, le Conseil national a adopté la motion déposée par Estelle Revaz.

On ne peut passer sous silence les élections fédérales qui ont marqué l'automne 2023. La campagne menée par le PSS et le PSG a permis pour l'élection au Conseil national de placer les Socialistes en tête dans le canton de Genève, nous permettant ainsi de récupérer le troisième siège, occupé par la nouvelle élue Estelle Revaz.

Au-delà du succès des Socialistes à Genève, on doit déplorer que les droites bourgeoise et nationaliste ont remporté tant au niveau genevois que suisse, des sièges supplémentaires au Conseil national.

Pour ce qui est de l'élection au Conseil des Etats, si Carlo Sommaruga a pu défendre avec succès le siège socialiste, la droite populiste, soutenue par la droite bourgeoise, a emporté le deuxième siège au détriment de la sortante Lisa Mazzone, malgré son excellent bilan.

Les Socialistes restent une force de proposition et d'opposition respectée au sein du parlement, mais au vu du rapport de force déséquilibré entre la gauche et la droite, il est indispensable, pour mener les combat référendaires, de s'appuyer sur une mobilisation de toutes et tous les membres du parti, en lien avec les syndicats, l'ASLOCA, l'AVIVO, la Grève féministe, ainsi que les associations de défense des droits humains et environnementaux.

Mandats parlementaires

Carlo Sommaruga, Conseiller aux Etats, est membre des commissions suivantes :

- Commission de politique extérieure, vice-président
- Commission de l'économie et des redevances
- Commission des affaires juridiques
 - Commission de gestion Sous-commission DFJP-Chancellerie fédérale, président
 - Sous-commission Tribunaux-Ministère public de la Confédération
- Commission judiciaire
- Délégation parlementaire aux rapports avec la Francophonie, vice-président
- Délégation pour les relations avec le Parlement italien, vice-président
- Délégation parlementaire aux rapports avec l'AELE et l'UE

Christian Dandrès, Conseiller national, est membre de la Commission des affaires juridiques.

Laurence Fehlmann Rielle, Conseillère nationale, est membres des commissions suivantes :

- Commission des finances,
 - Sous-commission 2 en charge du DFAE et DEFR
- Commission de politique extérieure,
- Membre suppléante de la Délégation des Finances
- Délégation parlementaire à l'Union Interparlementaire (IUP)
 - Membre du Comité des Droits de l'Homme des parlementaires
 - Membre du Comité pour les questions liées au Moyen-Orient

- Vice-présidente de Helvetia Latina

Estelle Revaz, Conseillère nationale, est membres des commissions suivantes :

- Commission de la science, de l'éducation et de la culture
- Commission du programme de législature

Mandats extraparlimentaires

Carlo Sommaruga assume des responsabilités dans les organisations suivantes :

- PSS, Membre du comité du Groupe socialiste aux Chambres fédérales
- ASLOCA Suisse, président national
- Solidar Suisse, Président
- Organisation des Suisses de l'étranger, membre du comité
- Conseil consultatif politique de la SQS, membre du comité consultatif
- Istituto Svizzero di Roma, membre du conseil de fondation

Christian Dandrès assume des responsabilités dans les organisations suivantes :

- Commission SSP-VPOD, président national
- ASLOCA Suisse, membre du Comité
- AVIVO, membre du Comité

Laurence Fehlmann Rielle assume des responsabilités dans les organisations suivantes :

- Université des Cultures de Genève (ex-Université pop. albanaise) – UPA, présidente
- Association pour la prévention du tabagisme (AT), présidente
- Réseau Romand - ASA (handicap mental), présidente
- Association Suisse Birmanie, présidente
- SGIPA, membre du Conseil de Fondation
- LICRA, membre du comité
- Groupe santé du FARES/VASOS, présidence

Travail parlementaire

Depuis le dernier rapport d'octobre 2023, il y a eu la session d'hiver 2023 et la session de mars 2024 qui vient de s'achever. Il n'est donc mentionné ici que les actes parlementaires déposés lors de ces deux sessions.

Carlo Sommaruga a déposé à la session d'hivers 2023 deux interpellations l'une sur l'évaluation et les perspectives du e-voting après les élections fédérales, l'autre sur les risques de pertes d'emploi au sein des traductrices et traducteurs de l'administration en raison de l'usage de l'intelligence artificielle. Lors de la session de printemps qui vient de s'achever, il s'est engagé avec succès pour le rejet de la taxe au tonnage, privilège fiscal en faveur du secteur maritime. Il s'est également engagé avec succès afin de faire adopter trois motions en faveur du secteur du vin. Dans le même esprit, il a déposé une motion pour la débureaucratization des contrôles de cave des vigneron-encaveurs.

Christian Dandrès a déposé en décembre et en mars des textes concernant le refus de l'administration d'Israël de délivrer des visas à du personnel humanitaire pour venir en aide aux populations de la bande de Gaza et de la Cisjordanie, concernant la mobilisation des salarié-es de Micarna ainsi que sur les primes d'assurance-maladie, texte préparé avec la coalition genevoise en faveur d'une caisse-maladie publique, unique et sociale.

Laurence Fehlmann Rielle a déposé des interventions dans les domaines suivants (décembre 2023 et mars 2024) :

- 23.4521 Motion : Chômage des seniors : pour une politique proactive.
- 23.4524 Motion : Nécessité de mettre en place un observatoire des violences domestiques et sexistes.
- 24.3287 Postulat : Cigarettes électroniques jetables : prendre des mesures contre le marché illégal.
- 23.4514 Interpellation : Mises en garde concernant le snus
- 23.4225 Interpellation : Spots publicitaires pour les e-cigarettes sur les chaînes de tv suisses. Comment est-ce possible ?
- 24.3300 Interpellation : Pour mettre fin à l'isolement des prisonniers politiques kurdes dans les prisons turques.
- Questions sur : la guerre à Gaza, la dictature militaire au Myanmar, la mise en œuvre du don d'organes, les renvois de requérants d'asile vers la Croatie.

Estelle Revaz a déposé des interventions dans les domaines de la lutte contre la pauvreté, de l'intelligence artificielle et de la santé. Sa motion 23.4450 intitulée « Lutter contre la pauvreté en reconduisant le programme de prévention et en adoptant une stratégie nationale » a été traitée en urgence via une session extraordinaire le 14 mars 2024. Elle a été acceptée par une belle majorité du Conseil national.

23 mars 2024